



Conseil de sécurité

Briefing : la situation au Moyen-Orient

Déclaration de la Suisse sur la situation politique et humanitaire en Syrie

New York, le 27 février

Déclaration lue par Adrian Hauri, Chargé d'Affaires a.i.

Madame la Présidente,

Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et Secrétaire général adjoint Griffith pour leurs interventions. Mes pensées vont encore une fois à toutes les victimes du tremblement de terre d'il y a un an – j'y reviendrai dans la partie humanitaire de mon intervention.

Sur le plan sécuritaire, la situation continue de se dégrader dans toute la Syrie, avec des hostilités de plus en plus violentes. Les attaques menées par de nombreux acteurs étatiques et non-étatiques sur l'ensemble du pays témoignent de la spirale de violence régionale en cours. Nous appelons toutes les parties ainsi que les acteurs ayant une influence sur elles à faire preuve d'un maximum de retenue. Toute action doit être conforme au droit international, y compris le droit international humanitaire. Les civils ainsi que les infrastructures civiles doivent être protégés. La Suisse demande la mise en œuvre d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, conformément à la résolution 2254.

Sur le plan politique, nous saluons les efforts inlassables de l'Envoyé spécial pour relancer le processus. Ses prises de contact avec les acteurs au niveau régional et international s'inscrivent dans le cadre prévu par ladite résolution et son approche « pas par pas ». La Suisse reste à disposition pour faciliter tout type de pourparlers et d'initiative, y compris les réunions du Comité Constitutionnel, visant à promouvoir une solution politique durable sous l'égide de l'ONU.

A chaque étape, rester à l'écoute de la société civile demeure fondamental. La Suisse se félicite de la récente tenue de la Plateforme de soutien à la société civile et du Conseil consultatif des femmes à Genève. Espaces de dialogue inclusifs, ces plateformes sont un relai essentiel pour porter la voix des Syriennes et Syriens au niveau international. Nous saluons en outre leur travail afin d'identifier une approche commune sur des sujets comme la gouvernance locale et la décentralisation. Les fruits de ces efforts constituent autant de points d'entrée pour le processus politique en Syrie.

Par ailleurs, nous rappelons l'importance de la lutte contre l'impunité et le travail du Mécanisme international impartial et indépendant à cet égard.

Comme porte-plume humanitaire du dossier Syrien je me tourne maintenant vers la situation humanitaire. Nous demeurons préoccupés par les besoins humanitaires qui ne cessent d'augmenter. Selon les Nations Unies, en 2024, 16,7 millions de personnes en Syrie ont besoin d'aide humanitaire, dont 45% d'enfants. Il est inquiétant qu'en même temps, les fonds diminuent de manière importante et que des organisations humanitaires soient forcées de réduire voir même de suspendre leurs opérations.

Les enfants syriens payent un tribut particulièrement lourd dans ce conflit qui dure depuis presque treize ans. Une génération grandit sans souvenir d'une époque sans conflit. 2,4 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école, affectant ainsi fortement leurs opportunités futures. Les enfants sont particulièrement vulnérables à une multitude de risques, dont le travail des enfants, les mariages précoces et forcés et la traite des êtres humains. Ils continuent à être exposés au risque d'être recrutés, à être victimes des combats et leurs écoles continuent d'être attaquées. Nous appelons toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les enfants et mettre fin à ces violations graves.

Aujourd'hui, en Syrie, un tiers des écoles ont été détruites dans les combats, endommagées par les tremblements de terre ou servent d'abris aux personnes déplacées. A cet égard, les projets de relèvement rapide sont essentiels pour rétablir l'accès aux services de base en Syrie, y compris l'éducation.

Madame la Présidente,

Vu l'ampleur des besoins, il est crucial que le Conseil garde son attention sur ces développements. A ce propos, il est à saluer que l'autorisation pour les points de passage de Bab al-Salam et Al Ra'ee ait été prolongée au-delà du 13 février. Les acteurs humanitaires ont toutefois besoin d'une plus grande prévisibilité pour planifier leurs activités, de surcroît avec des ressources de plus en plus réduites. L'accès humanitaire ne doit pas être limité dans le temps. Toutes les modalités de l'aide – y compris l'aide transfrontalière et celle fournie à travers les lignes de front – sont nécessaires. Nous rappelons qu'autoriser et faciliter le passage de l'aide humanitaire est une obligation de droit international humanitaire.

Pour finir, j'aimerais réitérer que c'est notre responsabilité, en tant que Conseil, de mettre en place le cadre politique et sécuritaire prévu par la résolution 2254, afin que les acteurs humanitaires puissent travailler de manière efficace et sans entraves. Pour cela, et pour un réel progrès vers une solution politique, toutes les parties doivent renouer un dialogue constructif.

Je vous remercie.

Madam President,

I would like to thank Special Envoy Pedersen and Under-Secretary General Griffith for their statements. My thoughts are once again with all the victims of the earthquake a year ago - I will come back to this when addressing the humanitarian situation.

On the security front, the situation continues to deteriorate throughout Syria, with increasingly violent hostilities. The attacks carried out by numerous state and non-state actors throughout the country bear witness to the ongoing spiral of regional violence. We call on all parties and those with influence over them to exercise maximum restraint. Any action must comply with international law, including international humanitarian law. Civilians and civilian infrastructure must be protected. Switzerland calls for the implementation of a nationwide ceasefire in accordance with Resolution 2254.

On the political front, we welcome the Special Envoy's tireless efforts to relaunch the process. His contacts with regional and international players are in line with the framework provided by the said resolution and its "step by step" approach. Switzerland remains ready to facilitate all types of talks and initiatives, including meetings of the Constitutional Committee, aimed at promoting a sustainable political solution under the aegis of the UN.

At every stage, it remains essential to listen to civil society. Switzerland welcomes the recent meeting of the Civil Society Support Platform and the Women's Consultative Council in Geneva. As forums for inclusive dialogue, these platforms are an essential means of bringing the voice of Syrians to the international stage. We also welcome their work to identify a common approach to issues such as local governance and decentralisation. The fruits of these efforts constitute entry points for the political process in Syria.

We also recall the importance of the fight against impunity and the work of the International Impartial and Independent Mechanism in this respect.

As humanitarian penholder for Syria, I would now like to turn to the humanitarian situation. We remain concerned about the humanitarian needs, which continue to grow. According to the United Nations, in 2024, 16.7 million people in Syria are in need humanitarian aid, 45% of whom are children. It is worrying that, at the same time, funding is falling dramatically and humanitarian organisations are being forced to reduce or even suspend their operations.

Syrian children are paying a particularly heavy price in this conflict, which has been going on for almost thirteen years. A generation is growing up with no memory of a time without conflict. 2.4 million children of school age are not attending school, severely affecting their future opportunities. Children are particularly vulnerable to a multitude of risks, including child labour, early and forced marriage and human trafficking. They continue to be at risk of recruitment and victims of fighting and their schools continue to be attacked. We call on all parties to do everything in their power to protect children and put an end to these grave violations.

In Syria today, a third of schools have been destroyed in the fighting, damaged by earthquakes or used as shelters for displaced people. In this respect, early recovery projects are essential to restore access to basic services in Syria, including education.

Madam President,

Given the scale of the needs, it is crucial that the Council keeps a close eye on these developments. In this respect, it is to be welcomed that the authorisation for the Bab al-Salam and Al Ra'ee crossing points has been extended beyond 13 February. However, humanitarian actors need greater predictability to plan their activities, especially as resources become increasingly scarce. Humanitarian access must not be limited in time. All aid modalities - including cross-border aid and aid delivered across the front lines - are necessary. We recall that allowing and facilitating the passage of humanitarian aid is an obligation under international humanitarian law.

Finally, I would like to reiterate that it is our responsibility as a Council to put in place the political and security framework provided for in Resolution 2254, so that humanitarian actors can work effectively and without hindrance. For this to happen, and for real progress to be made towards a political solution, all parties must resume constructive dialogue.

I thank you.